

---

**Moritz Isenmann (dir.) : *Merkantilismus. Wiederaufnahme einer Debatte***

Stuttgart : Steiner (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte – Beiheft 228), 2014, 288 p., 52 €.

**Benjamin Steiner**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8408>

DOI : 10.4000/ifha.8408

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Référence électronique**

Benjamin Steiner, « Moritz Isenmann (dir.) : *Merkantilismus. Wiederaufnahme einer Debatte* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8408> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.8408>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

---

# Moritz Isenmann (dir.) : *Merkantilismus. Wiederaufnahme einer Debatte*

Stuttgart : Steiner (Vierteljahrschrift für Sozial- und  
Wirtschaftsgeschichte – Beiheft 228), 2014, 288 p., 52 €.

Benjamin Steiner

---

- 1 Le recueil intitulé simplement « Mercantilisme. Reprise d'un débat », publié comme supplément de la série de la Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, regroupe les contributions d'une conférence tenue à l'Institut historique allemand à Paris du 15 au 16 mars 2012. Le directeur de ce volume, Moritz Isenmann, explique dans sa brève introduction que la question du concept de mercantilisme ne cesse d'être actuellement confirmée par un nombre croissant de publications consacrées à ce sujet. Actuellement, plusieurs théories se réfèrent à une conception prétendue singulière du mercantilisme de l'époque moderne en Europe, comme la théorie des choix publics, évoquée par Robert B. Ekelund et Robert D. Tollison, ou l'hypothèse d'un « machiavélisme économique », soutenu par Lionel Rothkrug, et plus récemment aussi quelques théories économiques de développement, notamment celles visant à expliquer les raisons pour lesquelles certains pays se sont enrichis alors que d'autres se sont appauvris (cf. p. 12). Isenmann s'interroge ci-dessus du point de vue de l'historien et demande si ce concept vieilli est encore capable de servir comme grille d'interprétation pour appréhender l'économie du passé et du présent.
- 2 Si les réponses proposées par les contributeurs sont explicites, elles ne sont pas pour autant univoques. Tandis que les historiens des idées et des discours sont enclins à favoriser le concept de mercantilisme pour saisir la politique économique de cette période, les auteurs favorisant plutôt une approche pratique refusent cette idée. Lars Magnusson, spécialiste éminent de la recherche sur le mercantilisme depuis trente ans, souligne dans son article les raisons de maintenir le concept. Même si le mercantilisme ou le « système mercantiliste », évoqué en 1763 par le marquis de Mirabeau dans la Philosophie rurale, a ensuite été instrumentalisé par Adam Smith (1776), puis par

Gustav Schmoller (1884) et Eli Heckscher (1932), comme dispositif d'une politique ou d'un objectif économique, le concept se présente encore comme très durable. Pour Magnusson, le terme de mercantilisme est l'expression adéquate pour un discours théorique de la politique économique du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (cf. p. 36). Ainsi, il refuse la critique révisionniste des années 1960 comme elle a été formulée par Donald C. Coleman (*Revisions of Mercantilism*, London 1969). Magnusson et d'autres contributeurs nient toute instrumentalisation du mercantilisme. L'argumentation d'Ekelund et de Tollison en particulier, selon laquelle les idées économiques des mercantilistes n'avaient pas d'influence sur la pratique économique de la rent seeking, évoque le scepticisme. Selon Magnusson, un nouveau Methodenstreit n'était pas imminent, parce que les idées jouaient un rôle très important pour l'histoire de l'époque moderne – un fait ignoré par la majorité des adeptes de la théorie des choix publics (cf. p. 32).

- 3 Mais cette objection ne peut pas être écartée si facilement. En tout, cinq contributions, sur un total de treize, s'opposent à la défense du concept de mercantilisme par les historiens des idées et des discours, exprimée dans ce recueil par Magnusson, Thomas Simon, Jean-Yves Grenier et Philipp Rössner, en se référant à une analyse plutôt pratique de l'économie moderne. Après l'article de l'éditeur, qui évoque quelques négociations de traités commerciaux sous Jean-Baptiste Colbert, d'autres contributeurs, comme Burkhard Nolte, Guillaume Garner, Jochen Hoock et Junko Thérèse Takeda, montrent à travers l'étude de quelques économies locales et urbaines que la politique économique interventionniste et dirigiste était très faible et laissait de grands espaces libres exploités par les acteurs individuels dans les marchés particuliers. Toutefois, cela n'implique pas que l'on puisse assumer un dualisme entre un « marché libre » et un « état régulateur ». Comme Garner l'explique de façon très convaincante, le mercantilisme n'est ni exclusivement un dirigisme étatiste ni, comme soutenu par Ekelund et Tollison, une « relation symbiotique ou de connivence entre l'État et une partie des acteurs économiques » (p. 288). Il faudrait plutôt surmonter les oppositions binaires, favorisées par le concept du mercantilisme, à l'aide d'analyse des réseaux et avec une plus grande attention portée aux acteurs individuels (cf. p. 272).
- 4 Ces positions contraires à propos de l'objet d'étude commun de cet ouvrage témoignent d'un débat captivant et apparemment inachevé. Cependant, il est difficile pour le lecteur de comprendre cette discussion sans connaître le débat qui a précédé ce recueil. Il manque une synthèse des positions différentes et le volume paraît être la simple édition des actes de la conférence. De plus, on remarque un décalage concernant la qualité des articles individuels : tandis que la plupart des contributions témoignent d'une qualité élevée, par exemple celles sur la politique monétaire dans l'empire (Rössner), sur le caméralisme (Simon), sur les marchés dans le mercantilisme français et anglais (Grenier), sur la politique commerciale de Colbert (Isenmann), sur la politique prussienne au tarif douanier (Nolte), sur les marchés de Rouen (Hoock), Marseille (Takeda) et sur la relation entre discours, politique et pratique en Allemagne (Garner), la contribution de Gijs Rommelse et Roger Downing est réduite à une histoire événementielle de la rivalité entre l'Angleterre et les Pays-Bas. L'intervention de Wolfgang Reinhard, qui constitue plutôt un commentaire politique et moraliste des conséquences de la crise financière de 2008, et la réplique de Laurence Fontaine sur les valeurs d'un marché libre, ne mentionnent pas le terme du mercantilisme.

- 5 Un autre point de critique : la dimension globale du mercantilisme à l'époque moderne n'est pas mentionnée. Seule la contribution très importante de Takeda démontre la nécessité de concevoir le mercantilisme comme phénomène de l'histoire globale pour distinguer son caractère cosmopolitique, pluraliste et non-européen (cf. p. 242). Les défis de l'histoire globale devraient mener à une reprise du débat, comme déjà suggéré par Isenmann dans l'introduction, avant tout face à la croissance récente des espaces économique en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique.
- 6 Mais est-il nécessaire de maintenir le concept de mercantilisme comme mot-clé indispensable ? Après la lecture de ce volume, il semble que cette opinion ne soit partagée que par une minorité de contributeurs.

Vous trouverez la table des matières ici : <http://d-nb.info/1054349967/04>.

---

## INDEX

**Thèmes** : Histoire économique, Histoire des idées, Histoire des États et des pouvoirs

**Index chronologique** : Période moderne

## AUTEUR

**BENJAMIN STEINER**

Universität Erfurt